

Synthèse régionale

Dégradation de l'emploi mais embellie de la création d'entreprises en 2014

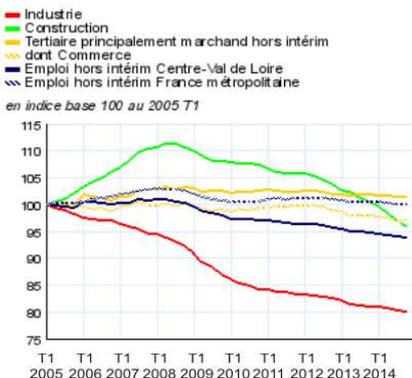
Corinne Chevalier, Insee Centre-Val de Loire

Dans un contexte international plus favorable, l'économie française croît faiblement en 2014. Les progressions nationales de l'activité et de l'emploi sont modestes (+ 0,2 et + 0,3 %) ; le taux de chômage est quasi stable (10,2 %). Les tendances en matière d'emploi sont légèrement moins favorables en Centre-Val de Loire. Toutefois, la démographie régionale des entreprises enregistre une embellie.

Nouvelle dégradation de l'emploi salarié

En 2014, l'emploi se dégrade dans tous les secteurs d'activité, plus fortement qu'en 2013 et davantage que nationalement. La moitié environ des pertes d'emploi sont enregistrées dans la construction, près du tiers dans l'industrie. Même l'intérim est en léger repli sur l'année (*figure 1*).

1 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands en Centre-Val de Loire



Note : données CVS

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi

Des demandeurs d'emploi plus nombreux

En lien avec cette dégradation du marché de l'emploi, le taux de chômage poursuit sa progression et atteint 9,7 % fin 2014, en augmentation de 0,5 point sur l'année (*figure 2*). Il reste inférieur au taux métropolitain.

2 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Note : données CVS

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Fin 2014 le Centre-Val de Loire comptabilise 206 000 demandeurs d'emploi, dont 132 700 sans aucune activité au cours du dernier mois. Les seniors demeurent fortement touchés, même si leur nombre augmente un peu moins qu'en 2013 (+ 9,2 contre + 11,6 %). Il en est de même des demandeurs d'emploi de longue durée (+ 11,2 contre 14,7 %). Le nombre des demandeurs d'emploi de moins de 25 ans progresse de 4,0 % en 2014.

La construction toujours en difficulté

Le marché de l'immobilier du neuf enregistre un net recul en 2014 : - 22,6 % des autorisations de construction, - 17,1 % des mises en chantier, - 17,6 % des réservations à la vente.

L'activité se réduit également dans les travaux publics (- 7 %), en lien avec la réduction des investissements publics.

Embellie de la démographie des entreprises

Les créations d'entreprises sont reparties à la hausse en 2014 (+ 2,9 %), dans tous les secteurs en dehors de la construction. Les défaillances marquent un repli de 8,4 %. Le dynamisme entrepreneurial est plus marqué en Centre-Val de Loire que nationalement. La baisse des défaillances n'est en particulier que de 0,7 % en moyenne nationale.

Un solde commercial extérieur toujours excédentaire

Le commerce extérieur du Centre-Val de Loire a été moins dynamique en 2014 : les exportations sont en baisse de 5,4 % par rapport à 2013, les importations de 5,9 %. Le solde commercial reste toutefois excédentaire. Les produits pharmaceutiques et chimiques, ainsi que les parfums et cosmétiques, restent prépondérants dans les échanges commerciaux de la région. L'Allemagne demeure son premier partenaire.

Transport : un bilan mitigé

La réduction des échanges, jouée, avec la réduction des flux internes, sur l'activité de transport routier de marchandises. Après une hausse en 2013, elle enregistre un recul de 5,4 % en 2014, plus net que nationalement. En revanche, après cinq années de baisse, les immatriculations de véhicules particuliers sont en légère hausse.

Grandes cultures : des récoltes abondantes

Les récoltes 2014 des grandes cultures ont été abondantes, mais de moindre qualité qu'en 2013. Les cours continuent de fléchir en raison de récoltes mondiales importantes.

La filière bovine connaît des évolutions variables : baisse des abattages et des cours de la viande, augmentation de la production laitière. Les livraisons de lait de chèvre sont également en hausse.

Une activité touristique en repli

La fréquentation touristique est en baisse de 2,1 % en 2014, plus prononcée qu'en France métropolitaine (- 0,8 %). Ce repli est davantage le fait de la clientèle française qu'étrangère. Les départements ligériens bénéficient toujours des trois quarts de la fréquentation touristique régionale, mais sont toutefois moins visités qu'en 2013. ■

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013 (*figure 3*).

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %) (*figure 4*).

4 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (%)			2014	
	2012	2013	2014	milliards d'euros	contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	- 1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
dépense des ménages	- 0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	- 0,6	- 1,2	443,1	- 0,3
entreprises non financières	- 0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
ménages	- 2,1	- 1,5	- 5,3	98,8	- 0,3
administrations publiques	1,8	0,1	- 6,9	75,2	- 0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	- 0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (- 2,1 % après + 2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une

quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 0,7 % après + 0,5 %).

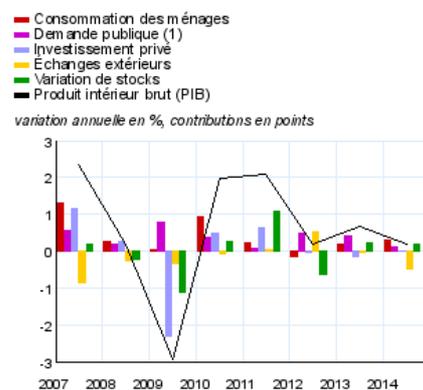
Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décèlent de nouveau nettement (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

3 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



(1) y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages
Champ : France
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Avertissement : dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional.